

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

"Paix des braves": Mayila propose aux acteurs politiques de financer les assises

Y.F.I
Libreville/Gabon

LES choses semblent se préciser au niveau de l'appel à la "paix des braves", lancé par Guy-Christian Mavioga, leader du Bloc démocratique chrétien (BDC). Si jusque-là la question du financement de cette grand-messe politico-politicienne pose problème ou constitue une pomme de discorde, la proposition aux acteurs politiques de financer lesdites assises du président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), Louis-Gaston Mayila, ne doit pas être balayée d'un revers de la main. Surtout en cette période, - n'ayons pas peur des mots -, de récession économique.

"S'agissant du financement, je pense que ce n'est faire injure à personne pour que chaque participant donne au moins 10 000 francs CFA qui donneront droit à un badge. Donc, l'organisation devrait au moins imprimer 1 000 badges sachant qu'en vendant aux 500 délégués à raison de 10 000 francs CFA, ce sera au moins ça pour de l'eau, les hôtes et l'accueil. Maintenant les partis politiques, eux aussi devraient donner entre 50 000 et 100 000 francs CFA", a-t-il déclaré dans une interview accordée à nos confrères de Courrier TV. Non sans fustiger l'octroi des perdiems aux participants des différentes rencontres politiques depuis l'avènement du multipartisme (Ndlr: de la Conférence nationale au Dialogue politique d'Angondjé). Et ce dernier de déclarer sans sourciller: "Personnellement, je n'ai jamais été payé pour prendre part à un débat". Droit dans ses bottes, le porte-étendard de l'UPNR estime que le bon déroulement de cette énième rencontre politique, cette fois organisée sous l'égide du Conseil national de la Démocratie (CND), dépendra du sérieux des participants. "Pour ne pas donner cet air d'aller à la soupe, il faut que les participants financent l'organisation de cette rencontre", a-t-il affirmé sans

ambages. Reste désormais à savoir si cette proposition recevra un écho favorable dans le landerneau politique?



Photo: FMM/L'Union

Me Louis Gaston Mayila propose que l'appel à la «paix des braves» soit financé par les acteurs politiques eux-mêmes.

Tribune des partis politiques Douche froide!

Plus besoin d'épiloguer sur l'appel à la "paix des braves", cher à Guy-Christian Mavioga, secrétaire exécutif du Bloc démocratique chrétien (BDC), et désormais soutenu par la quasi-totalité des écuries politiques membres du Conseil national de la Démocratie (CND). Désormais la question "existentielle" est de savoir: qui casquera pour ce énième dialogue politique? Une question à laquelle vient de répondre Louis-Gaston Mayila, président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR). Pour prouver le sérieux, et surtout la volonté des initiateurs de l'appel à la "paix des braves", ce dernier suggère que l'État ne débourse pas le moindre kopeck (lire ci-dessus). "Pour ne pas donner cet air d'aller à la soupe, il faut que les participants et partis politiques financent l'organisation de cette rencontre", propose Mayila. De quoi doucher l'ardeur de certains acteurs politiques qui caressaient déjà le doux rêve d'être rétribué pour leur contribution intellectuelle et physique au développement et à la vitalité de la démocratie gabonaise. Une proposition qui risque de ne pas trouver l'assentiment des acteurs politiques favorables à la tenue de l'appel à la "paix des braves". Tant lors des précédents dialogues politiques, certains leaders s'en sont, pour ainsi dire, mis plein les poches. Le président de l'UPNR emboîte ainsi le pas à quelques membres de la commission ad hoc provisoire de ladite rencontre à venir, soutenue par le CND et organisée par ses soins. Laquelle proposition de Louis-Gaston Mayila risque de faire le bonheur du gouvernement, croulant déjà sur le poids de la forte demande sociale. Pourquoi débours des espèces sonnantes et trébuchantes alors qu'on peut réaliser des économies? Si d'aventure le gouvernement fait sienne cette proposition de l'UPNR, il ne fait l'ombre d'aucun doute que la liste des participants se réduira comme une peau de chagrin. Du coup, l'objectif escompté risque de ne pas être atteint.

Yannick Franz IGOHO

COMMUNIQUE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Le 18 avril 2021, un Super Puma des Forces de Défense, effectuant une mission pour la relève des militaires dans la zone de Minkébé, décollant de Lélé aux alentours de 13 heures avec à son bord 04 membres d'équipage et 12 militaires équipés, a subi une grave avarie sur l'un des moteurs, engendrant son arrêt.

Devant la difficulté à maintenir l'appareil en vol au-dessus de la zone inhospitalière, l'équipage l'a dérouté vers le centre de Minkébé pour y effectuer un atterrissage d'urgence.

Dans la manœuvre du poser d'urgence, le Super Puma a percuté violemment le sol entraînant des dégâts matériels importants, sans engendrer des pertes humaines.

Le Ministère de la Défense Nationale adresse ses vives félicitations aux pilotes, pour le professionnalisme, le savoir-faire et la maîtrise de soi ainsi manifestés, qui ont permis d'éviter une véritable catastrophe humaine.

Le Ministère de la Défense Nationale réitère l'engagement des Forces de Défense à œuvrer, dans le cadre de leurs missions régaliennes pour la défense et la sécurité du territoire nationale, en tout temps, toute circonstance et contre toute forme de menaces, notamment dans le parc national de Minkébé, pour la protection des ressources naturelles contre les exploitants illégaux qui l'avaient transformé en zone de non-droit, en ilot de trafic en tout genre et, in fine, en une source d'insécurité pour notre pays.

En attendant les conclusions de l'enquête ouverte pour déterminer la cause de la défaillance du moteur incriminé, la mission de la relève de Minkébé se poursuit par d'autres aéronefs des Forces de Défense.

Fait à Libreville, 19 avril 2021